

Marché public de fournitures courantes et services	
Intitulé du marché	Service de gestion d'abonnements à des périodiques réguliers édités en Italie, Espagne, Grèce et au Portugal sur tous supports en histoire de l'art et archéologie
Pouvoir adjudicateur	Institut national d'histoire de l'art 2, rue Vivienne 75002 Paris <a href="mailto:service.juridique@inha.fr">service.juridique@inha.fr</a>
Procédure	Procédure adaptée passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique
Marché n°	2025 - 005

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(CCAP)**

Article premier : Présentation de l'accord-cadre .....	3
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition en tranches et lots.....	4
1.3 – Forme et nature du marché.....	4
1.4 - Durée et délais d'exécution .....	4
1.4.1 Durée du marché.....	4
1.4.2 Durée des bons de commande .....	4
1.4.3 Délais d'exécution .....	5
Article 2 : Pièces constitutives du marché .....	5
2.1 Pièces particulières et ordre de priorité.....	5
2.2 Pièces générales.....	5
2.3 Pièces contractuelles postérieures à l'accord-cadre .....	5
Article 3 : Conditions générales .....	6
3.1 Exécution des prestations .....	6
3.2 Sous-traitance des prestations .....	6
3.3 Emission des bons de commande.....	7
3.5 Vérification des prestations – Garantie .....	8
3.5.1 Vérification des prestations.....	8
3.5.2 Admission .....	8
3.5.3 Garantie .....	9
Chapitre II – Prix et règlement des comptes.....	9
Article 4 : Prix.....	9
4.1 Généralités.....	9
4 .2 Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
Le titulaire s'engage à appliquer par prestation d'abonnement, de réabonnement ou de nouvel abonnement, le taux de remise et de frais de gestion indiqués par lui dans l'Acte d'engagement (AE).....	9
4.3 Devis du titulaire.....	10
Article 4.4 : Ajustement des prix.....	10
Article 4.5 : Remises .....	11
Article 5 : Règlement des prestations.....	11
5.1 Facturation .....	11
5.2 Modalités de facturation.....	11
5.3 Délai de paiement .....	13

5.4 Exclusivité du titulaire.....	13
Article 6 : Nantissement – Cession de créances – Retenue de garantie et avance.....	13
6.1 Nantissement et cession de créance.....	13
6.2 Retenue de garantie .....	13
6.3 Avance.....	13
Chapitre III – Obligations des parties.....	14
Article 7 : Obligations du titulaire.....	14
7.1 Obligation de résultat.....	14
7.2 Organisation des prestations.....	14
7.3 Assurances .....	14
7.4 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire .....	14
7.5 Obligations.....	15
7.5.1 Obligations de conseil et d'information.....	15
7.5.2 Confidentialité .....	15
7.6 Limite des responsabilités techniques – Force majeure.....	15
7.7 Réactivité.....	16
Article 8 : Pénalités.....	16
8.1 Généralités.....	16
8.2 Pénalités pour retard .....	17
8.3 Pénalités pour défauts quantitatif et qualitatifs.....	17
8.4 Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales.....	17
8.5 Retenues provisoires pour non production des attestations d'assurance .....	17
Chapitre IV – Dispositions finales .....	18
Article 9 : Résiliation .....	18
Article 10 : Dispositions en fin d'exécution.....	18
Article 11 : Travail dissimulé.....	18
Article 12 : Règlement des différends .....	19
Article 13 : Dérogations au CCAG-FCS.....	19

## Chapitre I – Dispositions générales et conditions d'exécution

### Article premier : Présentation de l'accord-cadre

## 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation de prestations de gestion d'abonnements de périodiques réguliers édités en Italie, Espagne, Grèce et au Portugal, majoritairement de niveau recherche en histoire de l'art et archéologie sur tous supports, au titre à titre, pour l'Institut national d'histoire de l'art.

Il est précisé que la gestion des abonnements à des plateformes/bases de données (qu'elles permettent l'accès à un bouquet de titres prédéterminé ou à un choix titre à titre) est exclue du périmètre du présent marché.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) précise la description des prestations à effectuer ainsi que les modalités de leur mise en œuvre technique.

## 1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché constitue un lot relevant d'un marché déjà existant.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 1.3 – Forme et nature du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande dans les conditions décrites à l'article 3.3 du CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 170 000 euros HT, sur la durée totale du marché, reconductions incluses.

## 1.4 - Durée et délais d'exécution

### 1.4.1 Durée du marché

Le marché débutera à compter de sa date de notification, pour une période initiale courant jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2026.

Le marché peut être reconduit tacitement pour une période d'un (1) an, au maximum une (1) fois.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il en informera le Titulaire par écrit au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

La reconduction du marché sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

### 1.4.2 Durée des bons de commande

Les bons de commande ne peuvent être émis ou conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre. Dans les cas où un bon de commande aurait une durée d'exécution allant au-delà

de la période de validité de l'accord-cadre, l'Institut ne pourrait pas fixer une durée telle que l'exécution de celui-ci se prolonge dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

### 1.4.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

### 2.1 Pièces particulières et ordre de priorité

*Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS*, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande ;
- L'offre du titulaire, intégrant le cadre de réponse technique.

### 2.2 Pièces générales

L'accord-cadre est conclu en application des dispositions du code de la commande publique.

La procédure utilisée est la procédure adaptée passée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

L'exécution de l'accord-cadre sera notamment soumise aux normes administratives et législatives en vigueur.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire (devis, factures, documents commerciaux...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

### 2.3 Pièces contractuelles postérieures à l'accord-cadre

Après sa conclusion, l'accord-cadre peut être éventuellement modifié en application des articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Ces modifications seront contractualisées par la signature d'un avenant.

Concernant les clauses de réexamen prévues à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, elles pourront concerner :

- La réalisation de prestations similaires suivant l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent marché et ne pourra dépasser le montant de 90 000 euros HT ;

- La cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux ;
- La reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;

## Article 3 : Conditions générales

### 3.1 Exécution des prestations

Les prestations sont définies dans le CCTP.

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, les notifications et communications peuvent être transmises par courrier électronique.

Peuvent être transmis par courrier électronique les lettres, les bons de commande, les notes d'observations et les mentions de visa des documents.

L'usage du courrier électronique pour de telles communications est réservé aux jours autres que samedi, dimanche, jours fériés, jours chômés et uniquement pendant les heures réputées travaillées.

### 3.2 Sous-traitance des prestations

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;

- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit d'appliquer une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

L'acte spécial précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

### 3.3 Emission des bons de commande

L'INHA procédera à l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance de ses besoins, sur la base de documents communiqués par le titulaire.

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées du service émetteur ;
- la liste des titres commandés et le nombre d'exemplaires à fournir ;
- les prix unitaires applicables aux prestations commandées ;
- le montant du bon de commande (HT, TVA et TTC), le cas échéant remisé ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Les bons de commande sont envoyés au titulaire par courriel. Le titulaire est tenu d'accuser réception sans délai et par tout moyen des bons de commande auprès du service émetteur de l'INHA.

*Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-FCS*, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande valant acte d'engagement qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'INHA dans un délai de 72 (soixante-douze) heures à compter de la date de réception dudit bon de commande. Au-delà de ce délai aucune contestation ne sera prise en compte.

### 3.5 Vérification des prestations – Garantie

#### 3.5.1 Vérification des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative seront effectuées dans les conditions des articles 27 à 29 du CCAG-FCS. De manière générale, les opérations de vérification se dérouleront dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la livraison.

Elles se feront dans les locaux de l'INHA après vérification de leur conformité au bon de commande et au marché.

#### 3.5.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur par tout moyen (courrier postal ou électronique, le cas échéant directement sur le site du titulaire).

Les livraisons non conformes seront reprises par le titulaire à sa charge. La non-conformité des livraisons résulte notamment :

- d'écarts constatés dans les quantités livrées par rapport au bon de commande,
- d'erreurs d'impressions,
- de la présence de documents endommagés.

Tout document non conforme donnera lieu à un échange sans frais pour le pouvoir adjudicateur ou, en cas d'impossibilité de procéder à un échange, à un avoir à valoir sur la prochaine facture du titulaire.

En cas de non-conformité constatée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci adressera, par tous moyens, une réclamation au titulaire du marché. Le titulaire du marché devra accuser réception de la réclamation dans les trois (3) jours ouvrés et prendre en charge son traitement en informant par courrier électronique l'INHA des démarches effectuées et des retours obtenus auprès des éditeurs concernés.

Dans le cadre du suivi des réclamations, le titulaire devra fournir à l'INHA un bilan des fascicules ayant fait l'objet de réclamations auprès des éditeurs ou un outil en ligne accessible, permettant d'éditer ce bilan.

Pour les périodiques imprimés, si les exemplaires réclamés ne sont pas reçus après trois (3) réclamations de l'INHA, les exemplaires sont déclarés manquants. Dans ce cas, les pénalités définies à l'article 8 du présent C.C.A.P. seront appliquées.

Pour les périodiques non fournis, le titulaire effectue dans les trois (3) mois suivant la demande formulée par le pouvoir adjudicateur, un remboursement sous forme d'avoir à valoir sur la prochaine facture. La dernière année d'exécution du marché, la demande de remboursement des périodiques non fournis prendra la forme d'une facture émise par l'INHA et envoyée au titulaire.



Le titulaire établit un bilan annuel à l'attention du pouvoir adjudicateur : il s'engage à éditer le 30 janvier de l'année N+1, suivant l'année d'abonnement, une liste de tous les numéros commandés et non servis à l'année N, année de l'abonnement, qui feront l'objet d'une relance, la réception des documents demeurant la priorité essentielle des services de l'INHA. Au cas où les réclamations ne donnent pas lieu à une livraison de tout ou partie des documents listés, ceux-ci sont convertibles en avoirs. Pour la dernière année d'exécution du marché, le bilan annuel est envoyé le 30 juin de l'année N. Les documents listés dans ce dernier bilan annuel, qui n'ont pas été livrés, seront facturés au titulaire.

### 3.5.3 Garantie

Les fournitures et prestations objet du présent accord-cadre sont garanties dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

## Chapitre II – Prix et règlement des comptes

### Article 4 : Prix

#### 4.1 Généralités

Les dispositions de cet article s'appliquent en complément de l'article 10 du CCAG-FCS.

Les prix du présent marché sont établis hors T.V.A.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix aux représentants de l'INHA qui le demanderaient.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application de prix unitaires aux quantités réellement livrées ou services réellement exécutés dans les conditions définies dans l'acte d'engagement.

#### 4.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Le titulaire s'engage à appliquer par prestation d'abonnement, de réabonnement ou de nouvel abonnement, le taux de remise et de frais de gestion indiqués par lui dans l'Acte d'engagement (AE).

Ces taux sont uniques et fermes durant toute la durée du marché, périodes de reconductions incluses.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur demande de ce dernier, toutes justifications permettant de vérifier la conformité des prix appliqués aux stipulations du présent article. Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres charges frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de main d'œuvre, d'assemblage, d'emballage, de stockage, de livraison à l'INHA, ainsi que les frais d'assurance.

Les livraisons sont effectuées franco de port. Les éventuels frais de douane sont à la charge du titulaire.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de ses défaillances éventuelles.

Le titulaire est réputé lors de la remise de son offre, avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et avoir apprécié l'ensemble des sujétions particulières pouvant entraîner des augmentations de prix.

### 4.3 Devis du titulaire

Les devis des abonnements, réabonnements et nouveaux abonnements sont établis à partir des tarifs publics des éditeurs applicables à la date d'émission du bon de commande, auxquels s'ajoutent les frais de gestion du titulaire et en sont déduites d'éventuelles remises définies à l'article 4.5 du présent CCAP.

Les devis soumis doivent contenir au minimum les informations suivantes :

- le nom de l'interlocuteur et la direction à l'origine de la demande ;
- la nature des prestations à exécuter ;
- la durée prévisionnelle d'exécution ;
- la proposition financière HT et TTC établie sur la base des tarifs publics des éditeurs applicables au moment de l'établissement du devis et tenant compte des taux de remise et frais de gestion figurant dans l'Acte d'engagement (AE)

Les devis ne seront pas recevables si ces informations n'y figurent pas.

Le devis est signé par le titulaire de l'accord-cadre et par un personnel habilité à engager l'Institut. L'apposition des deux signatures confère un caractère contractuel au devis considéré et les prix sont pleinement intégrés à l'accord-cadre.

### Article 4.4 : Ajustement des prix

Les prix du marché sont ajustables en référence au prix public éditeur en vigueur à la date d'émission du bon de commande. Cet ajustement ne concerne pas les taux de remise, frais de gestion indiqués dans l'acte d'engagement ainsi que les éventuelles offres promotionnelles appliquées.

Le titulaire est tenu de justifier, sur demande de l'INHA, les modifications de prix signalées.

Le titulaire doit communiquer par écrit à l'INHA les nouveaux tarifs au plus tard le 31 octobre de l'année précédant l'année d'abonnement ainsi que les pourcentages de variation par rapport à l'année d'abonnement précédente. Toute variation de prix postérieure à cette date et dûment justifiée fera l'objet d'un devis de régularisation comme indiqué à l'article 4.1.2 du CCTP.

## Article 4.5 : Remises

### 4.5.1 – Remise du titulaire

Le prix de référence des périodiques est le prix public fixé par l'éditeur, assorti de la remise ou du rabais consenti par le titulaire et/ou des frais de gestion de celui-ci.

Le rabais peut être différent en fonction du pays d'édition du périodique. Ce rabais sera précisé dans l'acte d'engagement ; il est fixe pour la durée totale du marché.

La bibliothèque de l'INHA s'autorise à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs. En cas d'écart constaté entre le prix public figurant sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire aura l'obligation de justifier auprès de la bibliothèque l'écart constaté. Il lui sera demandé le reversement de la différence en l'absence de justification et des pénalités pourront lui être appliquées.

### 4.5.2 – Opérations promotionnelles des éditeurs

En cours de marché, le titulaire, à son initiative, pourra faire bénéficier la bibliothèque d'une remise supplémentaire sur certaines commandes.

Le titulaire du marché devra répercuter les offres promotionnelles des éditeurs. La répercussion de ces offres au profit de la bibliothèque dispense alors le titulaire d'appliquer le rabais contractualisé dans l'acte d'engagement sur le titre faisant l'objet de la promotion dès lors que l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'application du rabais.

Le titulaire devra signaler les regroupements possibles de périodiques d'une même maison d'édition, pouvant générer une économie.

### 4.5.3 – Remises DDP (*deep discount in print*)

Certains éditeurs consentent des remises sur les abonnements papier quand les revues électroniques correspondantes sont achetées (DDP, i.e. deep discount on print).

Le titulaire s'engage à respecter intégralement et sans frais ces remises, et à rembourser le trop perçu le cas échéant, sous forme d'avoir.

## Article 5 : Règlement des prestations

### 5.1 Facturation

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Le paiement des sommes dues par l'INHA est effectué à réception de la facture d'abonnement ou réabonnement.

### 5.2 Modalités de facturation

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures **sous forme électronique**.

Les factures devront être déposées sur le portail **Chorus Pro**, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. En application de l'article R. 2192-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'adresse de facturation devant figurer sur les factures dématérialisées est :

**Institut national d'histoire de l'art**  
**Agence comptable**  
**Service facturier**  
**2, rue Vivienne 75002 Paris**

Conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures feront apparaître, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Références du marché et identification des parties :
  - le numéro et l'objet du présent marché ;
  - la date et le numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries) ;
  - le nom et l'adresse de l'émetteur de la facture (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct), en précisant, le cas échéant, le numéro de SIRET et la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
  - le nom et l'adresse de l'INHA ;
  - le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- Nature et montant des prestations exécutées :
  - la date d'exécution des prestations ;
  - la quantité et la dénomination précise des prestations exécutées ;
  - Pour les bons de commande, le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
  - Le montant total TTC de la facture, le montant total hors taxes, et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions (telles que les réfections de prix) ou versements complémentaires ;
  - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
  - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Modalités de paiement :
  - les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement ;
  - le cas échéant, les modalités de règlement.

Sont désignés pour le règlement des sommes dues :

- Comme ordonnateur : le Directeur général de l'INHA
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable de l'INHA

Les montants figurant dans les états d'acomptes n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

### 5.3 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

### 5.4 Exclusivité du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre est le prestataire exclusif de l'INHA pour l'exécution des prestations indiquées dans le CCTP.

Cependant, pour les prestations ne figurant pas dans le CCTP ou dans les annexes financières, et/ou en cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre à la demande de l'Institut, ce dernier se réserve la possibilité de recourir à un tiers pour l'exécution des prestations, ce que le titulaire déclare accepter expressément.

## Article 6 : Nantissement – Cession de créances – Retenue de garantie et avance

### 6.1 Nantissement et cession de créance

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un nantissement et/ou cession de créances dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Il sera alors fait application de l'article 4.2 du CCAG-FCS.

### 6.2 Retenue de garantie

Il ne sera effectué aucune retenue de garantie sur les paiements.

### 6.3 Avance

Sans objet.

## Chapitre III – Obligations des parties

### Article 7 : Obligations du titulaire

#### 7.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à assurer la mise en œuvre de l'organisation et des moyens qu'il a définis dans son offre.

Le titulaire accepte de prendre en charge les prestations dans les conditions et selon les obligations figurant à l'ensemble des documents constituant l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les prestations confiées et atteindre les objectifs de résultats.

#### 7.2 Organisation des prestations

Le titulaire s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- contrôler en permanence le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- assurer en permanence ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre soit parfaitement remplie ;
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent.

#### 7.3 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

#### 7.4 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, l'Institut peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir

d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire considéré.

S'il n'est pas possible de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, l'Institut peut y substituer des prestations équivalentes.

Le cas échéant, le titulaire de l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de celui-ci par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 7.5 Obligations

### 7.5.1 Obligations de conseil et d'information

De manière générale, le titulaire doit informer l'INHA de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer ses prestations.

Le titulaire doit assistance à l'INHA soit :

- par téléphone pour tout complément d'information ;
- lors de réunions provoquées par l'Institut si nécessaire ;

En aucun cas, les dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le titulaire d'assurer les prestations définies. Dans la mesure où il est défaillant, pour quelque raison que ce soit, l'Institut peut faire appel à tout autre prestataire, aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 8.4 du présent document.

### 7.5.2 Confidentialité

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du présent marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf divulgation rendue nécessaire en raison d'obligations légales, réglementaires ou comptables.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du titulaire.

## 7.6 Limite des responsabilités techniques – Force majeure

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans le cas de force majeure.



Constituent des cas de force majeure tous événements imprévisibles, irrésistibles et extérieurs, tels que :

- les faits de guerre, émeutes, attentats, révolutions, pandémies ;
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre l'exploitation du site, sauf quand celles-ci sont imputables au titulaire;
- les cataclysmes et catastrophes naturelles ;
- les sinistres importants causés par un tiers.

Dans le cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt prolongé dans la réalisation des prestations dues par le titulaire, celui-ci doit proposer à l'INHA les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif et organiser la poursuite des prestations minimales, au besoin éventuellement assorties de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux dites circonstances.

Les grèves du personnel du titulaire ainsi que les grèves des transports en commun, même prolongées, ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

La responsabilité du titulaire ne peut être recherchée pour les conséquences d'interventions de personnes ou de sociétés étrangères effectuées sans son accord exprès ou dans des conditions qu'il n'aurait pas approuvées.

## 7.7 Réactivité

Sans diminuer pour autant ses obligations contractuelles vis-à-vis de l'Institut, notamment en termes de niveau de qualité des prestations, et plus généralement de respect de l'ensemble de ses obligations, le titulaire doit pouvoir répondre aux demandes spécifiques de l'Institut avec un niveau de réactivité élevé.

Les demandes exprimées par l'INHA qui concernent des événements dus au titre du présent accord-cadre doit pouvoir être satisfaites dans un délai adapté à la situation d'urgence indiquée par l'INHA.

Le titulaire s'efforce de mettre en œuvre les moyens pour assurer les prestations prévues sans que l'INHA n'ait besoin de lui signaler.

## Article 8 : Pénalités

### 8.1 Généralités

Les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulables.

Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises.

*Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FSC*, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues au présent marché ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles.



*Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS*, en cas de non-respect de l'une des prescriptions, les pénalités suivantes peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur :

## 8.2 Pénalités pour retard

*Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS*, en cas de retard dans les délais d'exécution, le titulaire encourt, par jour de retard et, sans mise en demeure préalable, des pénalités égales à 2% du prix hors taxes de l'abonnement annuel par jour calendaire de retard et par titre non fourni. Le prix servant de base au calcul de la pénalité est le prix le cas échéant ajusté en application de l'article 4.4 du présent CCAP.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pour les périodiques électroniques, ces pénalités s'appliquent aux retards de mises en ligne supérieurs à quinze (15) jours après réception des données et documents nécessaires à l'accès. L'INHA aura le choix soit de demander la prolongation de l'abonnement d'autant de jours que de jours de retard, soit d'appliquer des pénalités.

## 8.3 Pénalités pour défauts quantitatif et qualitatifs

Pour les périodiques imprimés, si suite à une carence ou à un défaut constaté, les exemplaires réclamés ne sont pas reçus après trois (3) réclamations de l'INHA auprès du titulaire, les exemplaires sont déclarés manquants. Dans ce cas, les pénalités définies à l'article 8.2 du présent C.C.A.P. seront appliquées.

Pour les périodiques électroniques, sur la durée de l'abonnement, toute interruption du service ou dysfonctionnement supérieur à cinq (5) jours pourra donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'article 8.2 du présent C.C.A.P. L'INHA aura le choix soit de demander la prolongation de l'abonnement d'autant de jours que de jours d'interruption d'accès, soit d'appliquer des pénalités calculées à partir du premier jour par période d'interruption.

## 8.4 Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales

En cas de non production des attestations sociales et fiscales sur demande de l'INHA, une pénalité de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée, sans mise en demeure préalable, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant total de ces pénalités ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre et ce, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## 8.5 Retenues provisoires pour non production des attestations d'assurance

En cas de non production des attestations d'assurance prévues à l'article 8.3 du présent document, une retenue provisoire de 50 (cinquante) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par l'Institut.

## Chapitre IV – Dispositions finales

### Article 9 : Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de résiliation aux torts du titulaire, ce dernier ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, d'un pourcentage égal à 5,00 %.

### Article 10 : Dispositions en fin d'exécution

En fin d'exécution, quelle qu'en soit la cause (résiliation normale ou anticipée), le titulaire s'engage à :

- Le cas échéant, fournir tous les documents et fichiers d'exploitation établis en cours d'exécution ;
- Le cas échéant, restituer les matériels et les fournitures mis à sa disposition ;
- Le cas échéant, enlever leurs propres matériels et équipements au plus tard quinze (15) jours après la date de fin de l'accord-cadre considéré ;
- Le cas échéant, établir un procès-verbal contradictoirement avec l'INHA, de l'état des lieux et des équipements.

Le titulaire s'engage à lever les réserves, identifiées lors des opérations de vérification, relatives à l'inexécution d'une quelconque de ses obligations.

### Article 11 : Travail dissimulé

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à produire tous les six mois, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les pièces suivantes :

- Un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique.
- L'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire, dans les conditions de l'article L.2141-2 du code de la commande publique.
- Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :

- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail.
- Une copie d'attestation d'assurances responsabilité civile en cours de validité.

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Les candidats joindront une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue.

*Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS*, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2143-11 et R.2143-12 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, l'accord-cadre considéré pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

## Article 12 : Règlement des différends

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire de l'accord-cadre, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

## Article 13 : Dérogations au CCAG-FCS

L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 3.7 du CCAG-FCS

L'article 8.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS